

Octobre 2026

La lettre du
Réseau École
est coordonnée par
Anne BEAUDONNE
Stéphane BONNÉRY,
Paul DEVIN,
Sigrid GÉRARDIN
Sébastien LABORDE,
Laetitia POINTU.

Éditorial

Planifions les murs, les postes et les places !

Le « Plan pour la jeunesse » du Parti communiste est une réponse précise et chiffrée pour mettre fin à la scandaleuse politique qui, depuis vingt ans, diminue le temps d'enseignement, réduit le nombre d'enseignantes et d'enseignants et laisse les établissements scolaires se dégrader.

Par leur mobilisation, les lycéennes et lycéens demandent avec détermination une autre politique scolaire pour qu'ils puissent mener leurs études dans des conditions dignes et favorables.

Leurs revendications sont celles de l'ambition républicaine pour une école égalitaire et émancipatrice, pour un accès à l'enseignement supérieur pour toutes et tous et pour une démocratisation de la vie lycéenne.

Il est impératif d'y répondre !

Paul Devin, commission Éducation

SOMMAIRE

Éditorial.....	1
Des lycéens toujours mobilisés, rejoints par les étudiants.	3
Lycées : retirez les interdictions de manifester, répondez à la jeunesse !.....	6
Le 5 novembre, faisons front tous ensemble !.....	8
5 novembre : appel intersyndical à la mobilisation	9
10 propositions du PCF pour la jeunesse	11



Des lycéens toujours mobilisés, rejoints par les étudiants.

Si l'on ne regarde que le nombre d'établissements bloqués, bien qu'ils soient encore près de 200 d'après les chiffres du ministère de l'Éducation, on pourrait penser, comme le gouvernement semble en faire le calcul, que le mouvement des lycéens est en recul.

À bien y regarder, la mobilisation du mardi 13 octobre restait à un niveau élevé avec des lycéens de près de 900 établissements sur les 2400 établissements d'enseignement public que compte la France hexagonale.

Les manifestations de ce samedi 17 octobre ont vu converger les revendications des lycéens et celles contre la vie chère. C'est ce que redoutait le gouvernement et qui explique ce qui semble être une stratégie du chaos.

La politique du maintien de l'ordre, les dégradations et les violences commises ont choqué, mais la colère reste entière et les raisons de manifester, après l'allocution présidentielle, d'une grande actualité.

Il est notable que, lors de ce mouvement, les élèves de lycées professionnels se sont fortement mobilisés. En cause : l'état des locaux et le manque de professeurs remplaçants dont souffrent ces établissements, particulièrement ceux des territoires populaires. Mais aussi, les difficultés à trouver des stages et les conditions dans lesquelles ils se déroulent renforcent leur mécontentement. Enfin, le sentiment d'abandon, de déclassement et d'être invisibilisés n'est sans doute pas étranger à la mobilisation des lycéens de la voie pro, sentiment qui est partagé par une grande partie de la classe travailleuse.

Les annonces du ministre, assurant l'arrivée prochaine de 3000 professeurs, paraissent peu crédibles, sauf à imaginer des redéploiements de

personnels. Et, quand bien même, la suppression en 20 ans de 66 000 postes d'enseignants, dont 10 000 ces 10 dernières années par les gouvernements Macron alors que les enfants du baby-boom des années 2000 arrivaient au lycée, ne peut être pallié en quelques jours. C'est la raison pour laquelle, dans son plan pour la jeunesse, le PCF avance la volonté de recruter 90 000 enseignants sur 5 ans.

C'est ce qu'il faut pour reconstituer un service de remplacement et baisser le nombre d'élèves par classe, la France étant parmi les pays de l'OCDE dont le taux d'encadrement des élèves est le plus bas.

Au-delà de la question des personnels, l'état du bâti scolaire, son inadaptation au changement climatique, sa vétusté générale, été comme hiver, sont aussi sur la sellette. Avec de grandes disparités entre les régions : plus de 1000 euros d'écart par élève et par an entre les régions les plus volontaires et l'Île-de-France, dernière des régions, précédée par la région PACA et les Hauts-de-France, trois régions à droite.

Les étudiants rentrent dans le mouvement.

Ces derniers jours, les cortèges de manifestants ont été renforcés par les personnels de l'Éducation nationale, mais aussi par les étudiants, avec plus de la moitié des universités mobilisées la semaine dernière.

L'opinion publique partage les demandes des lycéens.

Il est à noter aussi que les principales revendications lycéennes sont approuvées par une majorité de nos concitoyens. Selon un sondage paru dans Les Échos, une majorité de Français soutient la demande de profs du mouvement lycéen, partage l'idée qu'il faut que l'État et les régions mettent des moyens dans la

rénovation des locaux, et seuls 28 % des sondés considèrent que Parcoursup doit être maintenu.

En revanche, ils sont une minorité à penser qu'il y a trop d'heures d'enseignement. Malgré le matraquage médiatique qui caricature ce mouvement, le fait que, sur le temps de la scolarité obligatoire, les élèves de France ont perdu l'équivalent de près de 2 années de scolarité et que cela aggrave les inégalités semble faire son chemin.

Parcoursup, l'individualisation des parcours et la perte d'heures de classe, de la maternelle jusqu'au bac ont contribué à aggraver les inégalités sociales de réussite scolaire depuis 15 ans, et il y a dans ce mouvement une prise de conscience forte de ces inégalités et un sentiment profond d'injustice, notamment vécu par les élèves de la voie professionnelle. Ce qui explique leur mise en mouvement à un niveau inédit.

Nul ne peut dire aujourd'hui ce que sera le mouvement au retour des vacances scolaires, mais la mobilisation générale du 17 et la journée d'action intersyndicale du 5 novembre offrent des perspectives de reprise et d'élargissement du mouvement à des questions sociales présentes dans toutes les têtes aujourd'hui.

Le PCF et la commission Éducation du parti restent mobilisés auprès des lycéens pour mettre entre leurs mains les propositions des communistes pour la jeunesse, au travers du plan présenté à la presse la semaine dernière par Fabien Roussel.

*Sébastien Laborde,
membre du Conseil national
et de la commission Éducation*



Dans la rue, toutes générations confondues.

Communiqué PCF du 17 octobre 2026

Les mobilisations populaires du 17 octobre illustrent l'ampleur de la colère sociale qui a pris racine dans tout le pays face à l'augmentation continue du coût de la vie, la stagnation des salaires, le démantèlement de l'ensemble des services publics et un gouvernement qui, aveugle et sourd aux difficultés des Français, défend un budget austéritaire pour 2027, pire que tous ceux présentés depuis le début de l'ère Macron.

Ces manifestations portent une tonalité nouvelle. Transgénérationnelles, elles rassemblent les travailleurs du public comme du privé, étudiants, lycéens et retraités dans une même volonté de mettre un coup d'arrêt aux politiques macronistes qui ont fait tant de mal à notre pays. Les revendications des manifestants portent l'aspiration commune à vivre mieux, à construire un avenir collectif et à stopper le grand sabotage organisé des capacités intellectuelles, productives et agricoles de notre pays.

Les violences qui ont eu lieu aujourd'hui et qui ont abouti au saccage d'équipements publics, à l'incendie de la mairie de Limoges et à des pillages dans plusieurs villes de France sont inqualifiables. Nous les dénonçons. Aucune colère ne peut justifier une telle violence. Surtout, elles sont une aubaine pour le pouvoir macroniste qui les utilise pour décrédibiliser le mouvement et invisibiliser

les revendications des 800 000 manifestants qui, très majoritairement, ont défilé pacifiquement à travers toute la France. Les auteurs de ces violences doivent être poursuivis et condamnés. Ils sont, dans ces journées de mobilisation, les meilleurs alliés de la réaction.

La répression historique et inacceptable qui s'est abattue sur les lycéens et la gestion du maintien de l'ordre, telle qu'on a pu la vivre aujourd'hui encore, témoignent de la volonté du président de la République et du gouvernement de Sébastien Lecornu d'empêcher, à tout prix, l'expression légitime de la colère sociale et d'éviter toute convergence des nombreuses luttes en cours dans le pays.

Pour faire entendre notre voix, pour exiger des mesures immédiates en faveur des salaires, du pouvoir d'achat, des services publics ; pour faire baisser rapidement les prix de l'essence, de l'électricité et du gaz ; pour obtenir une hausse des salaires et des pensions ; pour mettre fin à l'austérité sans fin qui nous est promise, le PCF appelle, aux côtés des forces syndicales, à construire le 5 novembre une journée de grèves et de manifestation qui mette le pays à l'arrêt et oblige le gouvernement à répondre à la colère sociale.

Lycées :

retirez les interdictions de manifester, répondez à la jeunesse !

Communiqué PCF du 2 octobre 2026

Le ministère de l'Intérieur a demandé à tous les préfets de prendre des arrêtés interdisant de manifester, vendredi, aux abords des 400 lycées fermés. Quand il s'agit de porter atteinte aux libertés fondamentales, l'ordre tombe en quelques heures. Mais pour les professeurs absents, les classes surchargées, la sélection par Parcoursup et les bâtiments qui se dégradent, les réponses se font toujours attendre !

Les lycéennes et les lycéens parlent de cours qui ne sont pas assurés, de remplacements qui tardent, de conditions d'étude qui se détériorent, de bâtiments scolaires insalubres. Qu'ont fait les huit ministres de l'Éducation nationale ces dernières années pour répondre à ces urgences légitimes ? Rien. Les lycéennes et lycéens ont raison de demander des moyens pour l'école et d'exprimer leurs inquiétudes concernant leur avenir, la situation internationale et le climat. Aucun arrêté préfectoral ne résoudra la crise actuelle.

Les incendies et violences commis, le plus souvent, par des personnes extérieures aux établissements n'ont rien à voir avec l'expression des revendications légitimes de la jeunesse et ne peuvent que les desservir. Ces actes sont d'ailleurs dénoncés par de nombreux manifestants. Le PCF les condamne également, comme il condamne l'usage disproportionné de la force par la police, signalé dans plusieurs villes. La justice devra faire toute la lumière sur ces faits. La sécurité de tous et de toutes doit être assurée. Mais cela ne saurait justifier que l'on traite l'ensemble des jeunes mobilisés comme une menace pour l'ordre public.

La force de ce mouvement lycéen résidera dans sa capacité à faire entendre sa voix de manière

pacifique mais déterminée. C'est le sens de l'action du Mouvement Jeunes Communistes de France qui met à disposition des cahiers de doléances pour porter la voix des lycéennes et lycéens mobilisés. Face à ce gouvernement qui refuse d'entendre la voix de la jeunesse, nous sommes à leurs côtés.

Édouard Geffray reçoit aujourd'hui les organisations lycéennes, les syndicats de personnels et les parents d'élèves. Le gouvernement a déjà renoncé aux frais d'inscription en BTS et en classes préparatoires. Ce premier recul doit être suivi d'engagements précis, avec des crédits et un calendrier, en commençant par remplacer les professeurs absents, recruter les personnels nécessaires, en finir avec les classes surchargées, remettre les lycées en état ! La suppression de Parcoursup est indispensable : plutôt que d'éliminer les jeunes selon leurs origines sociales, il faut construire un véritable service public de l'orientation et créer des places dans l'enseignement supérieur. L'argent à mobiliser existe quand 211 milliards d'euros d'aides aux grandes entreprises sont distribués chaque année sans critère !

Le PCF est aux côtés des lycéennes et lycéens aujourd'hui engagés dans un mouvement de grande ampleur qui appelle à prendre la mesure de la crise de l'école publique et à y apporter des réponses immédiates et durables. Il demande le retrait de ces arrêtés et appelle le gouvernement à répondre aux revendications exprimées. Il appelle à ouvrir un débat national pour construire avec la jeunesse mobilisée un projet pour l'école qui lui ouvre un avenir. Le PCF appelle à soutenir la nouvelle journée de mobilisation lycéenne annoncée le 6 octobre.

Mobilisation lycéenne : la jeunesse mérite des réponses, pas la répression

Communiqué PCF du 30 septembre 2026

Le PCF salue les mobilisations lycéennes face au manque de moyens dans l'Éducation nationale et à la dégradation des conditions d'études.

Les lycéennes et les lycéens ont raison de se mobiliser. N'attendons pas 2027 pour tenter d'arracher des victoires qui changent concrètement notre quotidien !

Classes surchargées, enseignants et personnels manquants, établissements dégradés, emplois du temps intenable : après des années de politiques d'austérité, la colère qui s'exprime aujourd'hui dans les lycées ne tombe pas du ciel. Elle part du vécu des lycéens.

Les lycéens demandent l'abrogation de Parcoursup, qui renforce les inégalités et prive des milliers de bacheliers d'une place dans l'enseignement supérieur. Ils ont raison.

Ils et elles demandent aussi un statut protecteur pour les stagiaires et, particulièrement, pour les élèves de lycée professionnel. Ils ont encore raison.

Face à cette mobilisation, quelle réponse apporte le gouvernement ?

Plutôt que d'écouter les revendications et de répondre à l'urgence éducative, il choisit une nouvelle fois la confrontation et la répression. Interpellations, gardes à vue, interventions policières aux abords des établissements : cette fuite en avant est inacceptable.

Nous condamnons les violences et refusons que des incidents servent de prétexte pour assimiler

l'ensemble d'une mobilisation lycéenne à des « violences urbaines » et évacuer ainsi les causes de la colère. Répondre par la répression à une colère légitime est la marque d'une société malade. La jeunesse a le droit de s'engager, de revendiquer et de se mobiliser. Elle doit être entendue, pas réprimée.

D'autres choix sont possibles. La baisse démographique ne doit pas servir de prétexte à supprimer des classes et des postes. Elle doit permettre de diminuer réellement le nombre d'élèves par classe, de recruter les enseignants et les personnels nécessaires et de donner davantage de temps à chacun pour apprendre et réussir.

Plutôt que de préparer la guerre et d'engager toujours plus de milliards dans les dépenses militaires, notre pays devrait faire le choix de préparer l'avenir : investir massivement dans l'éducation, la formation et la recherche. Former toute une génération, lui permettre de maîtriser les savoirs, les savoir-faire, les nouvelles technologies, c'est nous donner les moyens de relever les grands défis qui sont devant nous : le changement climatique, la révolution informationnelle, la réindustrialisation, la santé, l'énergie et la paix.

La jeunesse qui se mobilise ne demande pas à être réprimée. Elle demande qu'on lui donne les moyens de construire son avenir et celui du pays.

Le 5 novembre, faisons front tous ensemble !

Bastien Bonnargent, MJCF et Camille Mongin, UEC, le 14 octobre 2026

Depuis deux semaines, les lycéennes et les lycéens refusent de baisser la tête. Ils demandent des professeurs devant chaque classe, des établissements dignes et la fin de Parcoursup. Rien d'extravagant. Simplement les moyens d'étudier, de choisir leur avenir et de contribuer à celui du pays. Leur colère n'est ni passagère ni isolée. Les Jeunes Communistes ont été à l'initiative de plus de 300 blocus et présents dans des centaines d'autres établissements. Les cahiers de doléances ont fait remonter des milliers de témoignages.

Une même réalité apparaît : l'école de la République abandonne une partie de sa jeunesse. Le gouvernement, lui, mise sur le pourrissement. Quelques annonces sur les remplacements, beaucoup de mépris, puis l'attente. Il espère que la fatigue et les vacances feront ce que la répression n'a pas réussi à faire : refermer la brèche. Et, comme toujours, il nous explique que l'État n'a plus les moyens. Vraiment ? Cette année, 6,4 milliards d'euros supplémentaires doivent être consacrés aux armées. Le budget de la Défense atteindrait ainsi 63,4 milliards d'euros, deux fois plus qu'en 2017. Les caisses ne sont vides que lorsqu'il s'agit de recruter des enseignants, de rénover les établissements ou de garantir une formation à chaque jeune.

L'argent existe. Ils ont simplement choisi le réarmement, les marchés financiers et les dividendes. Les classes surchargées, les heures de cours perdues et les jeunes abandonnés par Parcoursup ne relèvent pas de la fatalité. Ils sont

le résultat d'un choix de classe. Mais ce choix frappe bien au-delà des lycées. Depuis la rentrée, énergéticiens, pompiers, pêcheurs, professeurs et tant d'autres se mobilisent. À chacun, le pouvoir adresse la même injonction : faire davantage avec moins, renoncer à ses droits et accepter que son travail ne permette plus de vivre dignement. Derrière la diversité des métiers et des colères, il y a donc un même combat. Celui de celles et ceux qui font vivre le pays contre un système qui comprime les salaires, détruit les services publics et soumet nos vies aux exigences de rentabilité. Les Français ne peuvent plus et ne veulent plus subir le diktat du capital.

Le 17 octobre doit permettre de poursuivre et d'élargir la mobilisation lycéenne. Mais préparons dès maintenant le 5 novembre. Cette journée appelée par l'intersyndicale doit faire se rencontrer la jeunesse et le monde du travail, devant les lycées, dans les entreprises, les services publics et dans la rue. Notre responsabilité de communistes est là : faire grandir la conscience de nos intérêts communs et transformer toutes ces colères en une force organisée. Multiplions les rencontres, les assemblées et les initiatives communes. Portons partout l'exigence de salaires dignes, d'emplois utiles, de services publics renforcés et d'un véritable avenir pour la jeunesse. Le gouvernement cherche à nous isoler et à nous épuiser. Faisons exactement l'inverse. Unissons nos forces, faisons front et, le 5 novembre, faisons-les céder !

5 novembre : appel intersyndical à la mobilisation

Premières organisations signataires : CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU

Appel intersyndical à la mobilisation pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie

Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclasserment inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité... tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.

Pourtant, le gouvernement, dans son projet de budget aggrave encore la situation en s'attaquant notamment aux plus précaires et aux malades en gelant les prestations sociales et en réduisant le rôle protecteur de la Sécurité sociale. Il baisse aussi les moyens de nos services publics et gèle le salaire des fonctionnaires pourtant en première ligne encore cet été pour sauver des vies et répondre aux besoins de la population face aux canicules et aux mégafeux. Face aux défis climatiques et technologiques qui nous attendent, une politique industrielle n'est plus une option : elle est une nécessité absolue qui fait pourtant toujours cruellement défaut.

La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former, construire leur avenir et dans des conditions dignes. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Nous soutenons le droit des lycéen·nes et

des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

Après le succès de la journée de grève et de manifestation de la fonction publique du 29 septembre, les organisations syndicales appellent l'ensemble des salarié·es du public comme du privé, des jeunes et des retraité·es, à franchir une nouvelle étape : faire grève et manifester le jeudi 5 novembre prochain.

Nous demandons :

- L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes – Hommes
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites, complémentaires AGIRC ARRCO
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA...)
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie.
- Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le

redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales.



10 propositions du PCF pour la jeunesse

PLAN JEUNESSE 10 PROPOSITIONS DU PCF 	1. 5 MILLIARDS D'EUROS D'URGENCE POUR LES LYCÉES Nous proposons qu'un projet de loi de finance rectificatif ouvre immédiatement 5 milliards d'euros pour les lycées, afin d'engager les travaux et investissements les plus urgents, sur la base d'un état des lieux réalisé établissement par établissement avec les personnels et les lycéens. [...]	2. 5 MILLIARDS D'EUROS PAR AN DE PRÊT À TAUX 0 POUR LA RÉNOVATION DU BÂTI SCOLAIRE L'État engagera 5 milliards d'euros par an pendant cinq ans, soit 25 milliards d'euros sur le quinquennat, sous la forme de prêts à taux zéro, en soutien aux régions et départements, propriétaires des bâtiments. [...]	3. RECRECITER 90 000 ENSEIGNANT-ES EN CINQ ANS [...] Ainsi, 18 000 postes seront créés chaque année de 2027 à 2031 : 9 000 dans le premier degré et 9 000 dans le second degré. Au total, 90 000 postes représenteront environ 13% d'enseignants en plus dans l'école publique. [...] Ces recrutements s'accompagneront de la fin du gel du point d'indice, ainsi que d'une hausse des salaires. [...]
4. GARANTIR UNE ÉQUIPE DE SANTÉ ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES LYCÉES Un lycéen qui va mal apprend mal. Trop d'établissements partagent aujourd'hui un médecin ou une infirmière scolaire. Alors qu'aujourd'hui la France dispose d'un médecin scolaire pour 13 000 élèves, ce ratio doit être descendu à un médecin scolaire pour 3 000 élèves du secondaire. [...]	5. GARANTIR UN ACCOMPAGNEMENT À CHAQUE ENFANT EN SITUATION DE HANDICAP [...] Chaque élève dont la situation le justifie disposera d'un AESH dès le jour de la rentrée. Le budget de l'Éducation nationale financera les accompagnants nécessaires, au même titre que les enseignants. Les familles cesseront d'attendre des mois une aide à laquelle leur enfant a droit. Un statut pour les AESH et un plan d'embauche dédié.	6. 32 HEURES DE COURS PAR SEMAINE Rendre du temps d'étude aux élèves [...] Les lycéens recevront 32 heures de cours par semaine, assurées par des enseignants. Ces heures seront mieux réparties, avec moins de trous dans l'emploi du temps, des journées qui finissent à 17 h et une pause d'au moins une heure le midi.	7. RÉTABLIR LES FILIÈRES AU LYCÉE [...] Les spécialités seront supprimées et le lycée retrouvera des filières, comme avant 2019. Des options compléteront chaque filière et permettront à chaque élève d'approfondir ce qui l'intéresse. Les parcours redeviendront utiles pour les élèves, les familles, les enseignants et les formations du supérieur [...]
8. SUPPRIMER PARCOURSUP ET MONMASTER [...] Parcoursup et MonMaster seront supprimés et la sélection à l'entrée de l'université prendra fin. Une plateforme publique d'orientation prendra le relais : elle informera, conseillera et inscrira chaque élève dans la formation de son choix. L'orientation se construira tout au long de la scolarité, avec des professionnels d'un service public recréé, et se décidera avec l'élève.	9. GARANTIR UNE PLACE DANS LE SUPÉRIEUR À CHAQUE BACHELIER [...] la balise démographique est une opportunité pour améliorer les taux d'encadrement, en recrutant des professeurs et en créant des places. L'enjeu est de développer le droit aux études dans les universités, les IUT et les formations courtes, pas de réduire les places au prétexte de la démographie. Aucun jeune diplômé du baccalauréat ne restera sans solution à la rentrée.	10. REVALORISER LE STATUT DE DÉLÉGUÉ DES ÉLÈVES [...] Les instances actuelles du Conseil de la Vie Lycéenne et de la Maison des Lycéens ne sont pas capables de répondre aux aspirations réelles de l'ensemble des lycéens. Les instances actuelles doivent être repensées pour permettre le développement de l'implication et de la responsabilité des lycéens dans l'organisation de la vie scolaire, la résolution des conflits.	12 - Plan de travail 10 copie 2 POUR EN SAVOIR PLUS LE PLAN JEUNESSE 

PLAN JEUNESSE 2027 - 2032

PROJET DE FABIEN ROUSSEL,

CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE

6 OCTOBRE 2026



VIVRE ! *ENSEMBLE
MIEUX
HEUREUX
EN PAIX*

Sommaire

Avant-propos de Fabien Roussel	3
Les objectifs du plan	4
Nos dix propositions	5
Axe 1 : Des établissements dignes	5
Axe 2 : Un professeur devant chaque classe, pour de vrai	6
Axe 3 : Du temps pour apprendre.....	7
Axe 4 : Des études ouvertes à tous	8
Axe 5 : Renforcer la démocratie lycéenne	9
Calendrier quinquennal	10
Financement.....	11
Appel aux autres candidats : un pacte républicain pour l'école	12

Avant-propos de Fabien Roussel

Depuis plusieurs semaines, des lycéens se mobilisent dans tout le pays. Ils nous parlent de classes surchargées, de plafonds qui fuient, de professeurs absents jamais remplacés, d'un algorithme qui décide de leur avenir, des emplois du temps ineptes... Je les ai écoutés, notamment grâce aux cahiers de doléances du Mouvement des Jeunes communistes de France. Ils ont raison.

Le contrat entre la jeunesse et la nation est brisé ; réussir sa scolarité ouvre de moins en moins les portes des études ; un diplôme protège de moins en moins de la précarité ; plus d'un collège ou lycée sur deux a été construit avant 1980. Voilà dans quels murs la France prépare son avenir. Cette situation a des causes précises. En vingt ans, on a retiré à nos enfants l'équivalent de deux ans en primaire et de presque un an au collège, un an de professeurs non-remplacés en ZEP : les samedis matin supprimés en primaire, la classe de toute petite section de maternelle, les heures rabotées au collège, les professeurs absents que personne ne remplace. On apprend mieux avec plus de temps et plus de professeurs. Les familles qui en ont les moyens le savent si bien qu'elles paient des cours privés. Les autres regardent leurs enfants décrocher. Alors je propose à la France de faire ce qu'elle réussit quand elle se donne un cap : planifier. La démographie est une science exacte. Nous savons combien d'enfants entreront à l'école, au collège, au lycée, à l'université dans les quinze ans qui viennent. La baisse démographique n'est pas encore arrivée dans l'enseignement secondaire : et même lorsqu'elle sera là, il faut maintenir et accroître les postes d'enseignants pour améliorer la qualité. Planifions les murs, les postes et les places. Voici le Plan Jeunesse 2027-2032. Ce plan est financé, et ce document détaille ligne par ligne où nous prenons l'argent. Ce plan donne aussi du travail, alors que les artisans et les entreprises du bâtiment traversent une crise.

Enfin, je lance un appel à toutes les forces politiques. Entendons-nous sur une ambition commune pour nos enfants. Inscrivons dans le budget 2027 des mesures fortes qui répondent à la colère de notre jeunesse et qui font consensus.

Fabien Roussel

Les objectifs du plan

Le Plan Jeunesse fixe cinq objectifs chiffrés, à atteindre d'ici la rentrée 2031 et vérifiables chaque année.

- **Le premier objectif est de donner à chaque élève un établissement digne.**
 - Plus de 58% des collèges et des lycées ont été construits avant 1980, et moins de 7% depuis 2010. Le plan consacre 25 Md€ à leur rénovation en cinq ans, soit 5 Md€ par an.
- **Le deuxième objectif est de remettre des professeurs devant les élèves.**
 - 90 000 postes d'enseignants seront créés, soit environ 13% de plus dans l'école publique. Les classes passeront d'environ 21 élèves à 18 ou 19 au primaire, d'environ 26 à 22 ou 23 au collège, et de 30,3 à 26 ou 27 au lycée général et technologique.
 - Nous souhaitons une meilleure reconnaissance des enseignants et des personnels d'encadrements, qui est indispensable pour leur rôle et leur métier : dégel du point d'indice, rattrapage salariale et revalorisation des grilles tout au long de leur carrière.
 - Un statut pour les AESH et un plan d'embauche.
- **Le troisième objectif est de rendre du temps d'école aux élèves dans des emplois du temps cohérents.**
 - Après vingt ans d'heures supprimées et d'emplois du temps morcelés, chaque élève recevra 32 heures de cours par semaine, avec des journées commenceront à 9h et qui finissent à 17h. Le bac professionnel se déroulera en quatre ans au lieu de trois ans.
- **Le quatrième objectif est d'ouvrir les études à toutes et tous.**
 - Parcoursup et MonMaster seront supprimé, le baccalauréat redeviendra le premier diplôme de l'enseignement supérieur pour assurer une place à chacun.
- **Enfin, cinquième objectif : renforcer la démocratie scolaire** avec une redéfinition de la place des lycéens dans les conseils et la vie des établissements.

Nos dix propositions

Les dix engagements se répartissent en cinq axes : les murs, les professeurs, le temps d'école, les études supérieures, la démocratie.

Axe 1 : Des établissements dignes

1. 5 milliards d'euros d'urgence pour les lycées

Nous proposons qu'un projet de loi de finance rectificatif ouvre immédiatement 5 milliards d'euros pour les lycées, afin d'engager les travaux et investissements les plus urgents, sur la base d'un état des lieux réalisé établissement par établissement avec les personnels et les lycéens.

2. 5 milliards d'euros par an de prêt à taux 0 pour la rénovation du bâti scolaire

Plus de 58% des collèges et des lycées ont été construits avant 1980. Moins de 7% datent de 2010 ou après. Des millions d'élèves étudient dans des salles mal isolées, trop chaudes en juin, trop froides en janvier.

L'État engagera 5 milliards d'euros par an pendant cinq ans, soit 25 milliards d'euros sur le quinquennat, sous la forme de prêts à taux zéro, en soutien aux régions et des départements, propriétaires des bâtiments. Les établissements les plus dégradés passeront en premier, avec une priorité donnée aux toitures, au chauffage, à l'isolation, aux sanitaires et à l'accessibilité.

Chaque élève étudiera dans un établissement digne. Dans les lycées professionnels, des ateliers capables de répondre aux besoins de formation seront installés ou rénovés. Chaque euro investi sera une commande pour les entreprises du bâtiment et un emploi qui reste en France, non délocalisable. Les premiers chantiers ouvriront à l'été 2027, pendant les vacances scolaires.

Axe 2 : Un professeur devant chaque classe, pour de vrai

3. Recruter 90 000 enseignants en cinq ans

Afin d'avoir véritablement un enseignant devant chaque classe, il convient d'avoir davantage de professeurs que de classes, afin de pouvoir remplacer les fonctionnaires absents ou malades. De plus, les élèves apprennent mieux dans une classe de 22 que dans une classe de 30. La France a fait le choix inverse pendant vingt ans, avec la suppression de près de 66 000 enseignants dans le second degré public entre 2003 et 2025.

Ainsi, 18 000 postes seront créés chaque année de 2027 à 2031 : 9 000 dans le premier degré et 9 000 dans le second degré. Au total, 90 000 postes représentent environ 13% d'enseignants en plus dans l'école publique. Les classes compteront 2 à 4 élèves de moins, soit 18 à 19 élèves au primaire, 22 à 23 au collège et 26 à 27 au lycée général et technologique.

Sur l'ensemble d'une scolarité, les absences non remplacées font perdre jusqu'à un an de cours aux élèves au lycée. Une partie des 90 000 postes reconstituera les équipes de remplacement dans chaque académie. L'éducation prioritaire sera servie en premier, là où les heures perdues sont les plus nombreuses. Une heure de cours prévue sera une heure de cours assurée, dans tous les établissements du pays. Ces recrutements s'accompagneront de la fin du gel du point d'indice, ainsi que d'une hausse des salaires.

4. Garantir une équipe de santé et d'accompagnement dans chaque lycée

Un lycéen qui va mal apprend mal. Trop d'établissements partagent aujourd'hui un médecin ou une infirmière scolaire. Alors qu'aujourd'hui la France dispose d'un médecin scolaire pour 13 000 élèves, ce ratio doit être descendu à un médecin scolaire pour 3 000 élèves du secondaire.

Les élèves trouveront sur place une écoute, un soin et une aide face aux difficultés de la vie : mal-être, précarité, harcèlement, problèmes de santé, prévention. Les enseignants pourront se consacrer à leur mission, avec à leurs côtés des professionnels formés pour prendre le relais.

5. Garantir un accompagnant à chaque enfant en situation de handicap

L'école de la République accueille tous les enfants. Elle leur doit les moyens d'apprendre.

En 2025, 48 000 élèves en situation de handicap n'avaient aucun accompagnement d'AESH, accompagnant d'élèves en situation de handicap, d'après l'Assemblée nationale.

Chaque élève dont la situation le justifie disposera d'un AESH dès le jour de la rentrée. Le budget de l'Éducation nationale financera les accompagnants nécessaires, au même titre que les enseignants. Les familles cesseront d'attendre des mois une aide à laquelle leur enfant a droit. Un statut pour les AESH et un plan d'embauche dédié.

Axe 3 : Du temps pour apprendre

6. Rendre du temps d'étude aux élèves : 32 heures de cours par semaine

La France recule dans le classement PISA. La raison tient en un mot : le temps. En vingt ans, les élèves ont perdu l'équivalent de plusieurs années de classe, avec la suppression du samedi matin en primaire, le recul de la scolarisation à deux ans, la réduction des heures au collège et les absences non remplacées.

Les lycéens recevront 32 heures de cours par semaine, assurées par des enseignants. Ces heures seront mieux réparties, avec moins de trous dans l'emploi du temps, des journées qui finissent à 17 h et une pause d'au moins une heure le midi.

Tous les élèves apprendront à l'école, avec leurs professeurs. Les familles n'auront plus à payer des cours privés pour maintenir le niveau de leurs enfants.

7. Rétablir les filières au lycée

Depuis la réforme de 2019, les lycéens choisissent des spécialités dès 15 ans. Chaque choix ferme des portes, et les familles les mieux informées s'en sortent le mieux. L'individualisation des parcours oblige à des emplois du temps incohérents, avec beaucoup de trous sur des journées très étendues de 8h à 18h.

Les spécialités seront supprimées et le lycée retrouvera des filières, comme avant 2019. Des options complèteront chaque filière et permettront à chaque élève d'approfondir ce qui l'intéresse. Les parcours redeviendront lisibles pour les élèves, les familles, les enseignants et les formations du supérieur.

Axe 4 : Des études ouvertes à tous

8. Supprimer Parcoursup et MonMaster

Chaque année, des centaines de milliers de jeunes sont triés, déçus, parfois laissés sans affectation. Un bachelier qui veut étudier doit pouvoir étudier. Les chiffres des refus doivent être publiés. Parcoursup et MonMaster seront supprimés et la sélection à l'entrée de l'université prendra fin. Une plateforme publique d'orientation prendra le relais : elle informera, conseillera et inscrira chaque élève dans la formation de son choix. L'orientation se construira tout au long de la scolarité, avec des professionnels d'un service public recréé, et se décidera avec l'élève.

9. Garantir une place dans le supérieur à chaque bachelier

La démographie est connue : le pays sait aujourd'hui combien de jeunes auront 18 ans dans dix ans. Le ministre actuel en tire une conclusion mécanique de suppression de postes. Mais seul le premier degré est touché à ce jour, alors que des postes sont supprimés dans le secondaire et le supérieur. Et la baisse démographique est une opportunité pour améliorer les taux d'encadrement, en recrutant des professeurs et en créant des places. L'enjeu est de développer le droit aux études dans les universités, les IUT et les formations courtes, pas de réduire les places au prétexte de la démographie. Aucun jeune diplômé du baccalauréat ne restera sans solution à la rentrée.

Axe 5 : Renforcer la démocratie lycéenne

10. Revaloriser le statut de délégué des élèves

La démocratie lycéenne a été réduite au fil du temps. Or, la résolution des tensions internes aux établissements, l'amélioration de la vie scolaire par la réflexion collective et l'expérience formatrice de l'exercice de la responsabilité citoyenne légitiment le développement d'une véritable vie démocratique au sein des établissements. Les instances actuelles du Conseil de la Vie Lycéenne et de la Maison des Lycéens ne sont pas capables de répondre aux aspirations réelles de l'ensemble des lycéens.

Les instances actuelles doivent être repensées pour permettre le développement de l'implication et de la responsabilité des lycéens dans l'organisation de la vie scolaire, la résolution des conflits

Calendrier quinquennal

Année	Étapes du plan
2027	• Loi de finances rectificative : 5 Md€ d'urgence pour les lycées • État des lieux établissement par établissement, avec les personnels et les lycéens • Premiers chantiers à l'été • Première tranche de 5 Md€ de prêts à taux zéro aux régions et aux départements • 18 000 premiers enseignants à la rentrée
2028	• Rentrée aux 32 heures au lycée • Rétablissement des filières en classe de première • Plateforme publique d'orientation en remplacement de Parcoursup et de MonMaster • Une place garantie à chaque bachelier • Fin du gel du point d'indice • Nouveau statut du délégué des élèves
2029	• Filières étendues à la classe de terminale • Mi-parcours : 54 000 enseignants recrutés
2030	• Premier baccalauréat par filières
2031	• 90 000 enseignants recrutés à la rentrée • Un médecin scolaire pour 3 000 élèves du secondaire • Un AESH pour chaque élève qui en a besoin • 25 Md€ de prêts engagés pour le bâti scolaire

Financement

Le volet scolaire du plan coûte 8,5 Md€ par an une fois pleinement déployé. Il est financé par deux choix de priorité : l'école avant les dépenses d'armement, l'école avant les aides sans contrepartie.

Mesure	Coût annuel	Financement
90 000 enseignants	0,23 Md€ en 2027, 3,5 Md€ en année pleine	Redéploiement depuis le budget de la défense
Rénovation du bâti scolaire	5 Md€	Reprise de 5 Md€ sur les 211 Md€ d'aides publiques aux entreprises (soit 2,4%)

- **La création des postes d'enseignants est financée par un choix de priorité.** 3,5 Md€ passent du budget de la défense à celui de l'école, une fois les 90 000 postes pourvus. La montée en charge est progressive.
- **Le bâti est financé par les aides aux entreprises.** L'État verse chaque année 211 Md€ d'aides publiques aux entreprises, sous la forme de prêts à taux 0. En réorienter 2,4% par an suffit à rénover les collèges et les lycées du pays.
- **La dépense revient dans l'économie.** 5 Md€ de travaux par an sont autant de commandes pour les artisans et les entreprises du bâtiment, et autant d'emplois qui restent en France.

Le coût des recrutements suit le rythme des créations de postes, à raison de 18 000 par an avec une prise de poste en septembre.

Année	Postes créés (cumul)	Coût annuel
2027	18 000	0,23 Md€
2028	36 000	0,93 Md€
2029	54 000	1,63 Md€
2030	72 000	2,32 Md€
2031	90 000	3,02 Md€
2032 (année pleine)	90 000	3,5 Md€

Le coût retenu est de 38 700 € par poste : moyenne des coûts d'entrée du premier degré (38 116 €) et du second degré (39 318 €), charges comprises, hors CAS Pensions, d'après les documents budgétaires du PLF 2024.

Appel aux autres forces politiques : un pacte républicain pour l'école

Fabien Roussel propose aux forces politiques républicaines de s'engager sur un socle commun de cinq exigences.

- 1. Un nombre limité d'élèves par classes selon les niveaux**
- 2. Des professeurs remplacés en 24 heures**
- 3. Un plan de rénovation d'urgence des bâtiments**
- 4. Supprimer Parcoursup**
- 5. Une meilleure reconnaissance des enseignants**



Carnets Rouges n°36 : Raison, vérité(s) et pouvoir

Sommaire

L'Édito

Paul Devin

Le dossier

La guerre contre la vérité

Christian Laval

Éducation et vérité

Notes de lecture

**Temps de l'enfant, rythmes scolaires : Vraies questions
et faux débats | Stéphane Bonnéry (dir.)**

Note de lecture proposée par Christine Passerieux

**Le Loup en slip | Wilfrid Lupano, Mayana Itoiz & Paul
Cauuet**

Note de lecture proposée par Delphine Loubatière

Gérard Sensevy, Loïc Lefeuvre & Carole Le Hénaff

La vérité dévoyée par LA science

Patrick Rayou & André Robert

L'ère de la post-vérité ou le triomphe du discours publicitaire

Michel Fabre

Science, non-science, recherche, et élaboration des vérités scientifiques

André Robert

Regardons les médias

Olivier Poche

Menaces sur la liberté de conscience des enfants

Paul Devin

Concurrence des discours de vérité à l'école : l'Afrique comme miroir grossissant

Sarah Croché

Réseaux sociaux et rapport à la vérité : le cas des questions socialement vives

Céline Chauvigné

Brève réflexion sur la formation à l'esprit critique à l'École

Vincent Charbonnier

La vérité en classe d'histoire : un obstacle épistémologique

Lucie Gomes

Pour une approche socio-historique des savoirs

Jacques Bernardin

Enseigner la géographie autrement pour armer l'esprit critique

Yann Coudreau

Fonder les prémices du raisonnement scientifique en Sciences Économiques et Sociales. S'affranchir de la pensée doxique et du discours dogmatique

David Descamps, Agathe Foudi

Construire la confiance dans la démarche scientifique à l'ère de la post-vérité. Le cas de l'enseignement de la théorie de l'évolution

Benoit Urgelli

L'entretien

Françoise Lantheaume | Professeure émérite en sciences
de l'éducation et de la formation, Université Lumière
Lyon2

[Télécharger gratuitement
la revue \(n°36\).](#)

[Télécharger gratuitement
tous les numéros.](#)